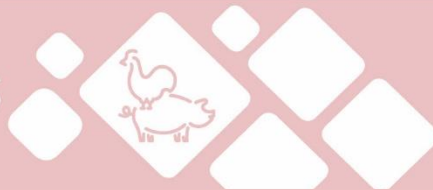


CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles et porcine

>>> Avril 2024

POINTS CLÉS

VOLAILLE (en cumul sur janvier-février 2024)

- Les abattages de volailles continuent de se redresser (+ 21,2 % janv-fév 24 /janv-fév 23) avec notamment une augmentation de 16,8 % des abattages de poulets. Ils ont même retrouvé un niveau supérieur à la moyenne 2019-2021 (+ 6,1 %) sous l'effet de la forte croissance des abattages de poulets (+ 13,3 %). Avec ce retour de l'offre accompagnée d'une baisse des prix au détail, les achats des ménages de viandes fraîches et élaborés de volailles ont augmenté (+ 7,3 %) avec une croissance des achats de viande de poulet mais aussi de dinde et de canard.
- Les importations françaises de viandes et préparations de poulet sont toujours en hausse (+ 3,8 % en volume). Le solde des échanges des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 74,3 ktec et de 198,1 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023.
- La consommation à domicile d'œufs est toujours en hausse (+ 2,4 %) soutenue par la croissance des achats d'œufs alternatifs les moins chers (œuf au sol, œuf plein-air hors label rouge). Dans ce contexte de demande dynamique, la TNO œuf calibre M se maintient à un niveau élevé. Suivant la reprise de la production, les importations d'œufs et d'ovoproduits continuent de se replier.

VIANDE PORCINE

- En mars 2024, les abattages de porcs ont poursuivi leur recul (- 2,2 % en volume et - 3,3 % en têtes sur douze mois glissants).
- Les cotations françaises, se sont stabilisées depuis fin mars à environ 2,25 €/kg de carcasse classe S. Si les cotations progressent, les coûts liés à l'aliment se tassent ce qui concourt à améliorer la rentabilité des élevages.
- Sur les deux premiers mois 2024, importations et exportations sont en hausse. La consommation globale de porc (calculée par bilan) continue à ralentir. En février, son évolution reste négative (- 2,8 % sur douze mois glissants).

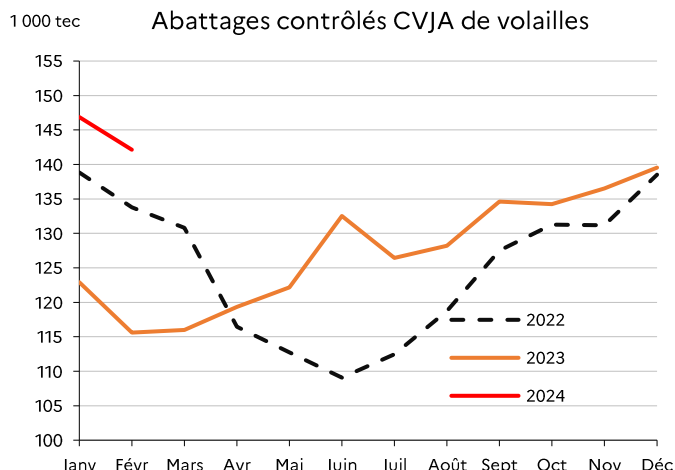
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont reculé en volume en décembre 2023 (- 2,6 % par rapport à décembre 2022), avec des baisses plus ou moins prononcées selon les espèces : bovins (- 1,5 %), porcins (- 8,2 %), poulet (- 6,4 %), poules (- 0,2 %).
- En février 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a reculé de 1,1 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 1,8%, volailles - 0,8 %).

VOLAILLES DE CHAIR

• En janvier 2024, les **misés en place** de volailles sont toujours orientées à la hausse (+ 11,6 % par rapport à janvier 2023). Cette croissance concerne l'ensemble des espèces : + 8,5 % pour les poulets, + 12,1 % pour les dindonneaux. Elle est particulièrement marquée pour les canetons (+ 70,8 %) dont les mises en place avaient fortement reculé sous l'effet de l'IAHP.

En cumul sur les deux premiers mois de 2024, la nette augmentation des abattages de volailles se poursuit (+ 21,2 %). Ils ont augmenté pour toutes les espèces : canards (+ 76,1 %), poulets (+ 16,8 %) et dindes (+ 19,4 %). En cumul sur les deux premiers mois de 2024, les abattages de volailles ont même retrouvé un niveau supérieur à la moyenne janvier-février 2019-2021 (+ 6,1 %) sous l'effet de la forte croissance des abattages de poulets (+ 13,3 %).



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Sur la période janvier-février 2024, en volume les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont poursuivi leur hausse (+ 17,2 % soit 8,5 ktec) toujours en lien avec des échanges dynamiques vers l'Union européenne (+ 20,6 % soit + 5,6 ktec), notamment vers les Pays-Bas (+ 5,0 ktec) qui sont probablement le fait de réexpédition de produits britanniques à faible valeur. Les exportations vers les pays tiers ont également augmenté (+ 13,1 % soit + 2,9 ktec) malgré le léger repli observé vers l'Arabie Saoudite (- 4,6 % soit - 0,6 ktec).

Sur la même période, les **importations** françaises de viande et préparations de poulet sont toujours en hausse (+ 3,8 % soit + 4,9 ktec). Elles ont augmenté depuis la Pologne (+ 13,0 % soit + 4,9 ktec) avec une hausse notamment des importations de morceaux désossés et depuis le Royaume-Uni (+ 94,4 % soit + 3,9 ktec) avec une hausse concernant des volumes de dos, croupions et pointes d'ailes frais. À l'inverse, les importations ont faibli depuis les Pays-Bas (- 16,9 % soit - 4,1 ktec) et se sont stabilisées depuis la Belgique (+ 0,2 % soit + 0,1 ktec).

Au global, en cumul sur les deux premiers mois de l'année, le solde des échanges des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 74,3 ktec et de 198,1 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023, à la fois en volume (6,3 ktec) et en valeur (38,7 millions d'euros).

• Selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, en cumul sur janvier-février 2024, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborées de volailles ont augmenté (+ 7,3 %) alors que les prix moyens ont diminué (- 2,8 %). La croissance des achats n'est plus portée uniquement par la viande de poulet (+ 6,8 %) mais s'étend aussi à la dinde (+ 8,0 %). De plus, les achats de canard qui avaient fortement diminué faute d'offre ont aussi repris (+ 73,6 %) avec une croissance des achats de magret et de filet. Les consommateurs privilégient toujours les achats de découpes notamment de poulet (+ 7,8 %) même si les achats de poulet PAC sont également en croissance (+ 2,6 %). Dans les autres catégories de produits volailles, les achats sont en hausse aussi bien les élaborés (hors charcuterie) (+ 6,3 %) que la charcuterie (+ 0,5 %).

LAPINS

Sur les deux premiers mois 2024, les **abattages** de lapins ont diminué (- 5,6 %). La **cotation** nationale du lapin vif se maintient à un niveau proche de 2023. En semaine 13, elle a atteint 2,57 €/kg (- 5 centime/s.13 2023).

Sur la période janvier-février 2024, les exportations françaises de viandes de lapin ont repris (+ 18,9 %, soit + 96,7 tec) tirées à la hausse par le dynamisme des envois vers l'UE (+ 37,2 % soit 138,4 tec) notamment vers la Belgique et les Pays-Bas. Les **importations** françaises ont diminué (- 17,9 %, soit - 16,7 tec) depuis les principaux

fournisseurs européens (Belgique et Espagne) sans être compensées par la forte hausse des envois chinois. Au global, le solde des échanges des viandes de lapin est positif avec un excédent de 532 tec et de 2,5 millions d'euros. Par rapport à 2024, l'excédent s'améliore de 113,3 tec et de 0,45 million d'euros.

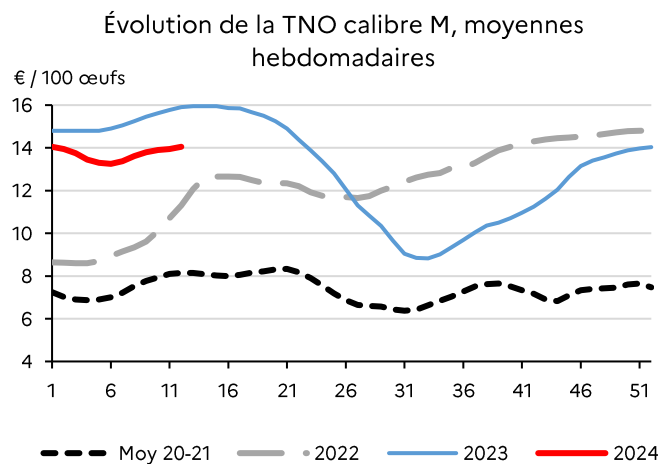
POULES PONDEUSES ET ŒUFS

Au cours des deux premiers mois 2024, suivant la tendance en cours depuis le second semestre 2023, les **importations** d'œufs coquille et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires ont diminué (- 4,1% en volume soit - 1,0 ktéoc). Dans le détail, cette baisse concerne aussi bien les œufs coquille (- 6,5 %) que les ovoproduits alimentaires (- 7,9 %). À l'inverse, les **exportations** d'œufs coquille et d'ovoproduits alimentaires, ont repris (+ 41,3 % en volume soit 7,0 ktéoc) tirées par la forte hausse des exportations d'ovoproduits alimentaires (+ 39,6 %) tandis que les exportations d'œufs coquille sont restées en repli (- 7,3 %).

En cumul sur deux mois, le solde global des échanges d'œufs coquille et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires de la France redevient positif en volume (+ 0,2 ktéoc) mais reste légèrement négatif en valeur (- 0,7 million d'€). Le solde s'améliore en volume (18,5 ktéoc) et en valeur (0,2 million d'euros).

En ce début d'année 2024, dans un contexte de forte demande et de reprise progressive de la production, le **cours TNO** tend à se stabiliser à un niveau élevé. En semaine 15, le **cours TNO calibre M** a atteint 14,10 € / 100 œufs (- 1,85 € / s.15 2023).

Sur la période janvier-février 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats d'œufs des ménages** ont progressé de 2,4 % et leur prix moyen de 0,5 %. Les catégories d'œufs alternatifs les moins chères continuent de soutenir la croissance des achats, notamment les œufs au sol (+ 9,4 %) et plein air hors label rouge (+ 10,7 %). A *contrario*, les achats des œufs biologiques (- 9,5 %) et label rouge (- 10,3 %) sont toujours en recul.



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

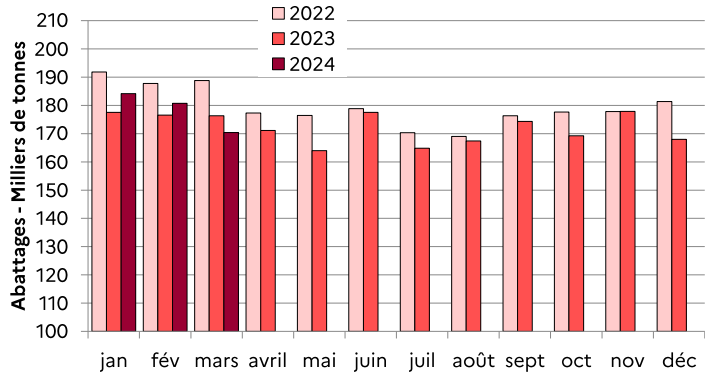
FILIÈRE PORCINE

Abattages

Les mois de janvier et février 2024 ont été caractérisés par des volumes en croissance par rapport aux mêmes mois 2023. En revanche le mois de mars est en reflux. De plus, sur 12 mois glissants, les **abattages** français marquent par rapport aux 12 mois antérieurs un repli de 2,2 % en volume et de 3,3 % en têtes. Depuis plus de deux ans, les volumes abattus en France n'ont cessé globalement de s'effriter, suivant en cela le déclin du cheptel porcin français.

L'enquête **cheptel** de novembre 2023 signale un recul de 2,0 % pour les truies et 3,2 % pour l'ensemble des porcins. Ces chiffres indiquent certes un ralentissement de la baisse du cheptel français, mais aucun rééquilibrage ne semble encore s'opérer à ce stade.

Au niveau européen en revanche, le cheptel, selon la même enquête, connaît une relative amélioration : + 1,6 % pour les truies, - 0,6 % pour l'ensemble des porcs, avec des évolutions favorables principalement en Espagne, au Danemark et aux Pays-Bas. Le décalage des tendances laisse entrevoir une prochaine reprise de la production européenne.

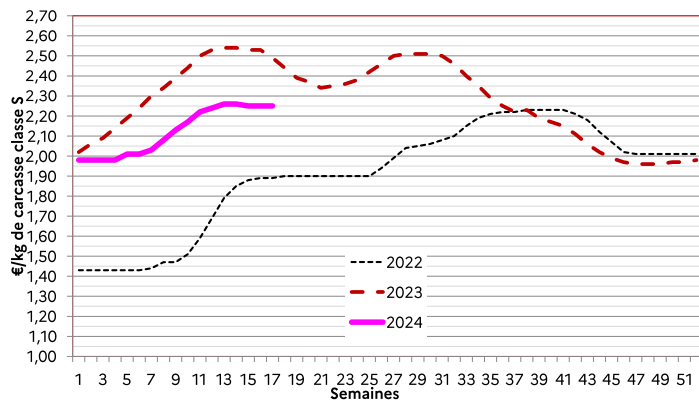


Cotations carcasse classe S

Les **cotations françaises**, après une progression en février - mars, se sont stabilisées depuis fin mars (atteignant de l'ordre de 2,25 €/kg de carcasse classe S au 22 avril).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, mais sans atteindre les niveaux record observés en 2023. Sur le marché, l'offre et la demande tendent à s'équilibrer.

La **demande intérieure française** apparaît en effet peu dynamique, même si le ralentissement de l'inflation pourrait avoir à terme un effet favorable sur les achats de viande. Les **exportations** sont par ailleurs toujours au plus bas et les perspectives d'une reprise, au regard de l'évolution du cheptel français, paraissent peu probables à court terme.



Les principaux **prix européens** connaissent une évolution similaire, avec une stabilité chez les principaux producteurs : en Allemagne, en Espagne, en Europe du Nord (Belgique, Danemark, Pays-Bas), les prix de base restent stables. Si la production en UE tarde à se relever, l'export, en particulier vers l'Asie, recule du fait de la forte concurrence des États-Unis et du Brésil. Des volumes plus importants sont ainsi disponibles pour le marché européen.

Échanges

Sur les deux premiers mois 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations** en volume de la France ont été en progression (+ 4 %, + 3 kt). En hausse vers l'UE (+ 8 %, + 4 kt), elles ont progressé sur l'Italie, principale destination (+ 15 %, + 2 kt), et ont reculé vers les pays tiers (- 2 %, - 1 kt), notamment vers la Chine (- 23 %, - 2 kt). Les exports vers la Chine restent réduits, compte tenu de la production locale importante et de la forte concurrence des États-Unis et du Brésil.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 7 %, + 3 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 20 %, + 1 kt).

Au total le solde est positif en volume (+ 22 Kt), en léger recul par rapport à 2023 (- 2 %).

Consommation

La **consommation totale** de porc en volume (calculée par bilan), en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) connaît une baisse moins forte en février 2024 (- 2,8 % sur douze mois glissants), en lien sans doute avec la décélération des prix au détail.

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en février 2024, font apparaître une situation en repli avec un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 7,6 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 5,4 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit + 8,3 % en février contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 8,9 % en février contre + 9,6 % en janvier).

Toujours selon les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en janvier 2024, ce recul de l'inflation n'a pas eu à ce stade d'effet sur les volumes achetés par les ménages pour leur **consommation à domicile**. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 7,2 % pour la viande de porc hors élaborés, - 5,1 % pour les saucisses fraîches, - 3,5 % pour le jambon. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 2,1 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Pour ce qui concerne les **FAB**, la tendance à la hausse des incorporations de céréales et de tourteaux depuis le début de l'année se confirme avec, selon le SNIA, une hausse de 7 % de la fabrication d'aliments composés en janvier 2024 par rapport à janvier 2023. La demande dynamique en aliments bovins et volailles fait plus que compenser la baisse des fabrications pour les porcins. Les incorporations de céréales déclarées à FranceAgriMer au 1^{er} avril 2024 confirment ces tendances : +6,7 % en blé tendre, +12,1 % en maïs sur l'année précédente, en phase avec les dernières prévisions établies par FranceAgriMer pour l'ensemble de la campagne 2023/24.

Les **fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP** ont reculé en volume en décembre 2023 (-2,6 % par rapport à décembre 2022), avec des baisses plus ou moins prononcées selon les espèces : bovins (-1,5 %), porcins (-8,2 %), poulet (-6,4 %), poudeuses (-0,2 %).

En février 2024, l'**indice Ipampa** pour aliments composés a reculé de 1,1 % par rapport au mois précédent (dont porcins -1,8 %, volailles -0,8 %). Le **coût de l'aliment porc croissance IFIP** poursuit son reflux en février à 328 €/t, à un niveau qui reste élevé. L'**indice coût matières premières Itavi** de mars 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 4,0 % pour les poules poudeuses et de 4,1 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer
 @FranceAgriMerFR